Burundi : "Descente aux enfers du pays et déliquescence de l'Etat" selon l'opposition

@rib News, 10/03/2010ADCâ€“IKIBIRIAlliance des DÃ©mocrates pour le Changement au BurundiMot liminaire de la ConfÃ©rence de presse de la Coalition ADC-IKIBIRI du 9 Mars 2011.1. En date du 24 fÃ©vrier 2011, il y a, exactement deux semaines, lâ€™ADC-IKIBIRI, a fait une Ã©valuation de neuf mois de lâ€™inoubliable date quand le CNDD-FDD appuyÃ© par la CENI et certains Ã©lÃ©ments de la Police Nationale du Burundi a fait un hold up Ã©lectoral caractÃ©risÃ© par des fraudes massives, l'achat des consciences avec les moyens de l'Etat et l'aide de la CommunautÃ© internationale sous la complicitÃ© de la CENI et avec l'oeil complaisant de la CommunautÃ© Internationale. Ainsi ce hold up Ã©lectoral du 24 mai 2010 ne peut Ãªtre considÃ©rÃ©e quâ€™un refus tragique de la dÃ©mocratie et le dÃ©nigrement du peuple burundais.2. Câ€™ pourquoi, la Coalition ADC-IKIBIRI a prÃ©fÃ©rÃ© ne pas cautionner ces tricheries et a suspendu sa participation aux pseudo-Ã©lections. Lâ€™ADC-IKIBIRI avait proposÃ© la mise en place dâ€™un cadre de dialogue pour redresser la situation Ã temps 3. Les institutions issues de cette mascarade Ã©lectorale vient de faire 6 mois de tÃ¢tonnement, de mauvaise gestion, de promesses vaines, dâ€™introduction des rÃ©formes mal pensÃ©es surtout dans les diffÃ©rents secteurs sensibles de la vie nationale tels que lâ€™Ã©ducation, la santÃ©, la sÃ©curitÃ©, lâ€™Ã©nergie, la bonne gouvernance etc. La flambÃ©e des prix de premiÃ¨re nÃ©cessitÃ©, la hausse des prix des produits stratÃ©giques tel que le carburant, la question de redÃ©ploiement des enseignants, les engagements et les promesses non tenus suivis par la revendications lÃ©gitimes des syndicats est une rÃ©sultante de ce pilotage Ã vue des destinÃ©s du pays.4. Lâ€™ADC-IKIBIRI trouve normal la situation actuelle car, les Ã©lections truquÃ©es ne pouvaient quâ€™engendrer un gouvernement sans vision, sans ligne directrice, constituÃ© dâ€™hom femmes improvisÃ©s, dâ€™oÃ¹ des contradictions quasi journaliÃ¨res dans la gestion quotidienne de la nation.5. La population burundaise et la communautÃ© internationale sont tÃ©moins de lâ€™incohÃ©rence notoire au sein de lâ€™Ã©quipe dirigeante rÃ©gime actuel et au Parti CNDD-FDD. Des dÃ©clarations diamÃ©tralement opposÃ©es sont rÃ©guliÃ¨rement entendues dans les mÃ©dias et dÃ©sorientent le peuple burundais et les amis du Burundi qui aimeraient venir en aide Ã notre nation ou investir dans notre beau pays. La rÃ©cente sortie mÃ©diatique trÃ¨s remarquÃ©e de lâ€™Honorable ManassÃ© MBONIMPA q vient de mettre Ã nue la vÃ©ritable face cachÃ©e du parti des Â« Abagumyabanga Â» donne raison aux revendications que la Coalition ADC-IKIBIRI ne cesse de clamer haut et fort. Nous saisissons cette occasion pour lui tÃ©moigner notre sympathie et notre soutien dans sa dÃ©marche de dÃ©masquer les loups en peau dâ€™agneau qui dirigent le parti et le pays.6 Sur le plan politique, le rÃ©gime en place chante la dÃ©mocratie mais dans les faits empÃªche les partis politiques de fonctionner, Ã©labore et met en application les plans de division des partis politiques par la crÃ©ation des ailes, forcer les leaders des partis politiques Ã lâ€™exil. Câ€™est le cas de Agathon RWASA, PrÃ©sident du FNL, LÃ©onard NYANGOMA, Pr du CNDD, Alice NZOMUKUNDA, PrÃ©sidente de lâ€™ADR, Alexis SINDUHIJE, PrÃ©sident du MSD, Anicet NIYONKURU, PrÃ©sident du CDP et autres leaders politiques des partis membres de lâ€™ADC-IKIBIRI.7. Sur le plan des droits de lâ€™homm malgrÃ© lâ€™existence dâ€™un ministÃ¨re en charge des droits de lâ€™Homme, certains Ã©lÃ©ments de la Police Nationale connivence avec les milices IMBONERAKURE, et les agents du Service national de renseignements sont toujours Ã la chasse des membres de lâ€™ADC-IKIBIRI qui sont intimidÃ©s, emprisonnÃ©s et mÃªmes tuÃ©s sous prÃ©textes quâ€™ils co avec ce que le rÃ©gime en place appelle cyniquement : les voleurs, les affamÃ©s, les fous, etc.8. Sur le plan de la bonne gouvernance Ã©conomique, bien que le PrÃ©sident NKURUNZIZA ait lancÃ© le mot dâ€™ordre de tolÃ©rance ZÃ©ro ; quâ€™ des institutions en charges de lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques, force est de constater que les caisses de lâ€™Etat continuent Ã Ãªtre vidÃ©es, le patrimoine national est bradÃ©, les ressources naturelles exploitÃ©es Ã vil tous cela au profit dâ€™une poignÃ©e de gens couvertes par lâ€™impunitÃ©.9. La Loi portant mesures de prÃ©vention et de rÃ©pression de la corruption et des infractions connexes ne frappent pas les parlementaires, les Ministres, les mandataires politiques ou publics ayant rang de ministre, les officiers gÃ©nÃ©raux, les gouverneurs, les magistrats de juridictions supÃ©rieures etc. Ces catÃ©gories de personnes sont Ã lâ€™abri sous la haute protection de lâ€™Etat en tÃ©moig rÃ©actions brutales et mÃªme sauvages aux rÃ©centes rÃ©vÃ©lations de lâ€™Honorable ManassÃ© MBONIMPA. Finalement les petits fonctionnaires sont susceptibles dâ€™Ãªtre poursuivi, si Ã©videmment eux-mÃªmes ne sont pas couverts par Â« le haut Â». Vous vous souviendrez des dossiers Air Burundi, REGIDESO, EMGECO, COGERCO, beaucoup de marchÃ©s attribuÃ©s illÃ©galement par les services de lâ€™Etat dont les auteurs restent impunis jusquâ€™aujourdâ€™hui.10. Selon le pr la ligue des jeunes Imbonerakure du CNDD-FDD, le dÃ©putÃ© Ezechiel NIBIGIRA, les acteurs de la sociÃ©tÃ© civile, les citoyens honnÃªtes qui dÃ©noncent et qui dÃ©nonceront les malversations Ã©conomiques commis par le rÃ©gime en place seront sÃ©vÃ¨rement sanctionnÃ©s. Câ€™est trÃ¨s dommage quâ€™un reprÃ©sentant du peuple confond un programme du p une propriÃ©tÃ© intellectuelle. Visiblement, pour le prÃ©sident des IMBONERAKURE, la tolÃ©rance zÃ©ro nâ€™est que propr privÃ©e du prÃ©sident NKURUNZIZA et ne sera appliquÃ©e que par lui seul sous peine de faire du plagia.11. Les membres du gouvernement rivalisent dans des contradictions dÃ©montrant Ã suffisance lâ€™incohÃ©rence dudit gouvernement. En guis dâ€™exemple, sur base de certains rapports qui classent le Burundi parmi les pays les plus corrompus de cette planÃ¨te, le 2Ã¨me Vice-prÃ©sident de la RÃ©publique reconnaÃ®t que jusquâ€™au mois de septembre les bailleurs de fonds avaient dÃ©bloquÃ© moins de 20% des appuis financiers promis tandis que pour la ministre des Finances, toutes les promesses ont Ã©tÃ© honorÃ©es. Concernant les cahiers dits ougandais ce fut un drame, franchement ! Pour le prÃ©sident NKURUNZIZA, les prÃ©sidents des deux chambres du Parlement et le Ministre SAIDI KIBEYA, il sâ€™agit dâ€™une aide que le Gouvernement Ougandais a accordÃ© au gouvernement du Burundi. Pour la Ministre des finances, les cahiers ont Ã©tÃ© achetÃ©s par le Gouvernement du Burundi. Qui de ces illustres personnalitÃ©s a pris le risque de tromper le peuple burundais? Comme on le dit souvent le mensonge prend lâ€™ascenseur et la vÃ©ritÃ© le chemin de lâ€™escalier mais finit par la rattraper. Â« Wait an Â». Qui vivra verra ! Quid du dossier restructuration de la REGIDESO ! Pour le porte-parole du gouvernement, le dossier a Ã©tÃ© bien planifiÃ©, bien prÃ©parÃ© et bien confectionnÃ©, quelque jours plus tard, la Ministre des finances parle dâ€™aut Finalement oÃ¹ allons nous avec un gouvernement plein de contradictions et dâ€™incohÃ©rences ?12. Lâ€™opinion tant nation quâ€™internationale reste toujours sur sa soif en ce qui concerne les gros dossiers comme Falcon 50, Interpetrol, SOSUMO, dette de lâ€™Ouganda envers le Burundi de 14,2 millions de dollars, des contrats dâ€™exploitation miniÃ¨re, le marchÃ© de 60

milliards annulÃ© aprÃ¨s dÃ©nonciation par lâ€™OLUCOME etc. Tout le monde se pose des questions sur les vÃ©ritables mob de ces dÃ©tournements quand on se souvient comment de tels rÃ©gimes terminent leurs mandats.13. Sur le plan social, le Gouvernement CNDD-FDD promet aux syndicats une harmonisation des salaires et parallÃ¨lement continue Ã augmenter les salaires des corps quâ€™il croit pouvoir manipuler le moment venu. Ils se trompent fort car nous sommes persuadÃ©s et convaincus que plus rien ne sera comme avant. Certains sont conscients de leur obligation de neutralitÃ© et de professionnalisme.14. Le Gouvernement CNDD-FDD, malgrÃ© les difficultÃ©s de rÃ©gulariser les arriÃ©rÃ©s de salaires pour certaines catÃ©gories de fonctionnaires tels que les enseignants, continuent Ã caser des militants du parti au pouvoir sans passer par les voies et les procÃ©dures lÃ©gales. Les chÃ´meurs sont obligÃ©s de se renier ou chercher des pots de vin pour trouver un emploi dans les services de lâ€™Etat.15. le gouvernement CNDD-FDD continue le nettoyage aux postes techniques de tous les militants de lâ€™opposition en violation de la Constitution et de la loi nÂ°1/09 du 17 mars 2005 portant distinction des fonctions politiques et fonctions techniques. Le CNDD-FDD dans la nomination aux postes techniques privilÃ©gie le militantisme Ã la place des compÃ©tences dâ€™oÃ¹ le tÃ¢tonnement et le blocage de certains services dirigÃ©s des militants du CNDD-FDD zÃ©lÃ©s et inaptes.Face Ã cette situation, la Coalition ADC-IKIBIRI porte Ã la connaissance de lâ€™opinion nationale et internationale ce qui suit :16. La Coalition ADC-IKIBIRI continue Ã rappeler que la descente aux enfers du pays et la dÃ©liquescence de l'Etat du Burundi est en grande partie imputable au parti CNDD-FDD et au hold up Ã©lectoral du 24 Mai 2011.17. La Coalition ADC-IKIBIRI dÃ©nonce, une fois de plus, les graves pratiques de corruption sous le couvert d'une impunitÃ© totale, les dÃ©tournements des deniers publics, les malversations Ã©conomiques et financiÃ¨res, les marchÃ©s illÃ©gaux, le bradage du patrimoine national, la politisation de l'administration, l'ingÃ©rence du pouvoir exÃ©cutif dans le fonctionnement du pouvoir judiciaire qui met en mal le principe sacro saint de l'indÃ©pendance de la magistrature, les pratiques discriminatoires dans le recrutement des emplois publics.18. Lâ€™ADC-IKIBIRI s'inscrit en faux contre les graves violations des droits de lâ€™homme et des libertÃ©s publiques, qui sont en train de miner profondÃ©ment la nation burundaise. Le PrÃ©sident NKURUNZIZA, son gouvernement et son parti en assumeront la responsabilitÃ© devant lâ€™histoire et le peuple burundais19. Bien que le pays se soit enfoncÃ© dans une impasse sociopolitique profonde, la Coalition ADC-IKIBIRI estime que le Burundi peut se relever si et seulement si la voix de dialogue est Ã©rigÃ©e en mode de gestion de la sociÃ©tÃ©.20. A ce titre l'ADC-IKIBIRI tend la main de dialogue au PrÃ©sident NKURUNZIZA pour enclencher avant qu'il ne soit encore trÃ¨s tard des mÃ©canismes de dialogue inclusif entre les diffÃ©rents protagonistes et des acteurs importants de la vie sociopolitique burundaise.21. Le refus de dialogue, les injustices sociales observÃ©es ici et lÃ ne peuvent que conduire Ã une impasse politique avec ses consÃ©quences fÃ¢cheuses que le rÃ©gime actuelle ne devrait pas ignorer. Les leÃ§ons apprises de la Tunisie et de lâ€™Egypte devraient les ramener Ã la raison avant quâ€™il ne soit trop tard. Lâ€™ADC-IKIBIRI rassure le peuple burundais quâ€™elle restera toujours disposÃ©e Ã dialoguer pour Ã©pargner le peuple burundais du virus de division et de mauvaise gestion de la chose publique qui est entrain de sâ€™installer dans tous les secteurs de la vie nationale.23. Lâ€™ADC-IKIBIRI demande Ã la communautÃ© internationale qui a toujours Ã©tÃ© aux cÃ´tÃ© peuple burundais de rester toujours vigilante et contraindre le rÃ©gime en place dâ€™entamer le dialogue afin quâ€™un dÃ©ba direct, franc et sincÃ¨re soit menÃ© avec les diffÃ©rents protagonistes et d'autres acteurs de la sociÃ©tÃ© burundaise sur des questions sensibles notamment la sÃ©curitÃ©, la corruption et les malversations Ã©conomiques, le bradage du patrimoine national, la dÃ©mocratie et la bonne gouvernance, la sÃ©paration effective des pouvoirs, les droits de lâ€™homme.JE VOUS REMERCIEÂ